

PARTI POUR LA LAÏCITÉ **ET LA DÉMOCRATIE (PLD)** **10 propositions pour une transition** **nationale démocratique**

Dans sa déclaration du 16 janvier 2011, le Parti pour la laïcité et la démocratie (PLD) a appelé les forces politiques du pays à disqualifier le système en place et l'islamisme politique, et à s'engager dans des échanges mutuels pour tenter de dégager, en y consacrant le temps nécessaire, les lignes de force d'une transition nationale démocratique concertée.

La marche du 12 janvier a ouvert la voie au dialogue et encouragé une série de contacts entre les différents courants politiques. Elle a aussi permis de décider de plusieurs actions communes dont celle d'organiser une nouvelle marche à Alger le 12 février prochain.

Les discussions ont commencé dans le cadre de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD). Des échanges bilatéraux ont eu lieu aussi avec plusieurs forces vives du pays.

Pour éclairer le débat, le PLD soumet à l'opinion publique et à toutes les forces démocratiques les dix propositions suivantes pour une transition nationale démocratique.

1. Mettre fin au système

Le retour définitif de la paix, le progrès économique, social et culturel sont liés à la nécessité de la disqualification de ce système qui renforce le terrorisme et sa matrice idéologique l'islamisme politique.

2. Dissoudre tous les symboles du système

La transition nationale démocratique doit prononcer la dissolution de toutes les institutions «élues» (Sénat, APN, APW, APC), des partis-Etat, fondés sur la rente et la confiscation de la mémoire nationale, à l'instar du FLN et du RND, et de toutes les associations satellites du système à l'image du syndicat maison «UGTA».

3. Le projet de société

L'Algérie entrera de plain-pied dans l'universalité et prendra sa place dans le concert des nations modernes en prenant résolument le cap vers la modernité. Le cœur du projet de société est la question emblématique des femmes. De ce point de vue, la première mesure significative à prendre est celle d'abroger le code de la famille en vigueur pour consacrer définitivement l'égalité des hommes et des femmes.

Notre attachement aux valeurs universelles et aux principes de démocratie et d'égalité ne doit souffrir d'aucune ambiguïté ni tabou. Les libertés individuelles et collectives, la liberté de conscience et notamment la liberté de la presse doivent être proclamées dans la plus grande clarté.

4. Eradiquer le terrorisme

La réhabilitation de l'Etat passe nécessairement par l'abrogation de toutes les lois sur la «réconciliation nationale» pour éradiquer définitivement le terrorisme, traduire et condamner les auteurs des crimes devant les tribunaux pour une exigence de vérité et de justice.

5. Pour un Etat républicain laïque

Assainir le champ politique en mettant fin aux activités des partis islamistes et en interdisant l'utilisation de l'Islam à des fins politiques. Ce qui aura pour effet, d'une part, de libérer le champ politique de toute ingérence religieuse, d'autre part, de préserver la religion de toute manipulation politicienne et lui rendre sa vocation spirituelle.

La société moderne se caractérise par l'expression de la citoyenneté et l'exercice démocratique. Or, l'émergence citoyenne ou le débat contradictoire ne sont pleinement assurés que dans une république laïque où l'espace public n'est pas contraint par la tutelle du religieux, d'où la nécessité d'inscrire la laïcité sur le fronton de la République pour garantir la liberté de pensée et de parole du citoyen.

6. Mission de l'ANP dans la transition

L'Armée nationale populaire (ANP) doit être le garant du caractère pacifique de la transition et de son issue démocratique.

7. Une nouvelle constitution

Les instances de transition soumettront au débat une nouvelle constitution, inspirée de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui consacre les fondements d'un Etat de droit républicain et démocratique.

8. Un pouvoir de combat républicain

Pour conduire un tel processus, l'instance de transition devra être souveraine et compétente pour réaliser les objectifs de rupture et de changement projeté. La solution à une bonne gouvernance passe par l'émergence d'un pouvoir de combat républicain capable de créer les conditions favorables à la reprise de la dynamique de progrès et mettre en marche un véritable pacte républicain pour construire la Nouvelle République.

9. La composante du Conseil républicain de transition (CRT)

Il faut refonder le pouvoir d'Etat en s'appuyant sur les forces ouvertes au progrès le plus général et radical, à savoir les forces du travail, de la production, de la culture et de la science, ainsi que les forces populaires. Il faut changer le socle de la base sociale de l'Etat et du pouvoir, les soustraire aux forces de l'archaïsme féodal, de la rente et de la corruption. Ces forces constitueront le socle du Conseil républicain de transition (CRT).

10. Les missions du Conseil républicain de transition (CRT)

- Désigner le chef de l'Etat,
- désigner le chef du gouvernement,
- désigner les membres du **gouvernement**, et tous les principaux responsables du pays pour gérer cette transition,
- préparer tous les textes stratégiques pour la sortie de crise, pour aboutir à une refondation de la Constitution et des institutions dont le peuple algérien a besoin,
- **Organiser un référendum sur la nouvelle constitution dans un délai raisonnable.**
- **En conformité avec la nouvelle constitution, organiser les premières élections libres (présidentielles, législatives et locales).**
- **Proclamer la fin du Conseil républicain de transition, (CRT).**

Alger, le 5 février 2011
Le Bureau national du PLD

ÉGYPTE **Les prières d'Obama,** **la fin du raïs, le rêve égyptien**

Mieux vaut prévenir que guérir devant l'impasse actuelle dans le Proche-Orient ? C'est visiblement le choix qu'a fait l'administration américaine sous Obama. Il ne s'agit pas pour elle d'accompagner les changements politiques en cours dans le nord de l'Afrique mais d'anticiper les événements s'agissant de pays à forte teneur géostratégique, comme c'est le cas pour l'Égypte, de l'Algérie, du Yémen et, à un degré moindre, la Tunisie.

Observons pour ce dernier cas la visite de Jeffrey Feltmanhaut, responsable de la diplomatie américaine pour le Proche-Orient, venu rencontrer les dirigeants tunisiens, les chefs des partis politiques ainsi que les membres de la société civile... en pleine insurrection populaire qui a poussé à la fuite Zine El Abidine Ben Ali. En tout cas, pour tous ces pays — arabes — l'intention est la même : redessiner la carte politique de la région de façon à réaffirmer l'influence américaine de plus en plus marquée, a contrario ne pas avoir à négocier plus tard avec des équipes dirigeantes qui se seraient imposées sans sa bénédiction. Cela est flagrant des anciennes puissances coloniales, la France notamment au Maghreb, qui peinent à rebondir face à l'expansionnisme américain. A ce titre, le cas de la Tunisie est révélateur du désarroi de la diplomatie française. La polémique, successive aux déclarations de Michèle Alliot-Marie, ministre des Affaires étrangères, sur la Tunisie et à travers elle le rôle de la France se poursuit, preuve d'un profond malaise. Elle met de plus en plus en exergue l'incapacité de l'ancienne puissance coloniale à comprendre, sinon s'adapter aux nouvelles réalités maghrébines quant à la volonté d'émancipation à tous points de vue.

Elle ne fournit pas de gages de perception des mouvements sociaux de fond qui, aujourd'hui, transcendent dans leurs revendications les tenants des régimes en place ainsi que les partis politiques, ceux-ci étant «castrés» dans leur action politique de contre-pouvoir et de force de régulation sociale. 2011 inaugure ainsi une ère nouvelle dans les pays arabes, une ère d'insurrections populaires et leur irruption inattendue et soudaine sur la scène publique. Elle prend de court analystes et études prospectives.

Une pièce où les principaux protagonistes se livrent une guerre à mort

Pour comprendre les turbulences dans cette région du monde, il s'agira de planter les éléments du décor d'une pièce où les principaux protagonistes (compte tenu des enjeux économique et stratégique) se livrent une guerre d'où ne sortiront gagnants que les plus forts. Pour eux, il y a l'accès aux matières premières et essentiellement le pétrole.

Le Soudan reste toujours en pleine tourmente malgré sa partition avec l'indépendance de sa partie sud, car la question du Darfour pétrolier reste entière. La féroce compétition entre la Chine

— bientôt première puissance économique mondiale — et les pays occidentaux, surtout les Etats-Unis d'Amérique, est engagée sur tout le continent africain. Monarques et chefs d'Etat arabes assistent impuissants au dépeçage d'un pays membre pourtant de la Ligue arabe et de son président inculpé par le TPI (Tribunal pénal international).

Même attitude, en dépit des apparences, vis-à-vis de la question palestinienne : blocus et agression meurtrière de Ghaza l'été 2008 et la diabolisation du mouvement Hamas au profit d'Israël avec un Netanyahu au faite de son arrogance. A cet égard, les documents ultra-secrets portant sur les négociations israélo-palestiniennes «balancés» à la face du monde — et des Arabes surtout — par la chaîne Al Jazeera participent du sentiment de ras-le-bol de l'impasse dans laquelle est mis le processus de paix. Une situation sans issue explosive.

Explosive aussi l'est la région sahélo-saharienne

Il y plane l'ombre du géant américain désireux, coûte que coûte, de barrer la route à la Chine, encore une fois, qui développe dans les pays riverains une politique commerciale très agressive qui lui assure une présence incontestable. Européens et Américains voient d'un très mauvais œil la menace d'un gros consommateur de matières premières et surtout de pétrole.

Sous couvert de droits de l'homme et de lutte anti-terroriste, ils tenteront alors de s'y frayer un passage. Gaz et pétrole constituent, évidemment, des sources considérables d'argent frais de plus en plus importantes grâce au prix du baril qui a atteint aujourd'hui les 100 dollars, les nouvelles découvertes que favorisent les technologies récentes de prospection. Il est évident que les puissances industrielles ne perdent pas de vue l'amenuisement des ressources en hydrocarbures sans qu'il y ait découverte d'énergies alternatives malgré les agrocarburants, au demeurant fortement décriés du fait qu'ils affament des pans entiers de population dans le monde.

La soudaine richesse des pays pétroliers ne va pas sans poser de sérieux problèmes. En effet, le glissement vers le détournement de sommes colossales par les oligarchies locales, outre le fait qu'elles créent des situations de non-droit, détourne les équipes dirigeantes des aspirations à un mieux-être de leurs populations. Ce sentiment de discrimination, de frustration et d'injustice sera partout pareil dans les pays arabes en butte aux contestations

populaires. Partout aussi, le phénomène de la corruption est décrié. Ainsi, la richesse d'une minorité est devenue synonyme d'appauvrissement d'un pays.

Plus grave aussi, la gangrène qu'introduit la corruption dans les différents niveaux de l'édifice économique et institutionnel, rendant inopérante toute prétention au progrès. Et donc à une paralysie de la société qui ne dit pas son nom mais dont les conséquences sont désastreuses au plan de l'évolution sociale. Voilà un parfait ingrédient d'explosion sociale. A quoi servent toutes ces richesses lorsque l'on ne peut en profiter. Marasme économique, mal-être social et surtout absence de toute perspective d'avenir mobilisateur, et donc meilleur, fragilisent au plus au point des sociétés dont les besoins élémentaires demeurent l'emploi, l'habitat, l'eau, l'électricité. Ce n'est plus l'ennemi extérieur à conjurer, ce sont les régimes en place à abattre.

L'humiliante fuite de Ben Ali aura le mérite de semer une grande frayeur parmi ses pairs arabes qui n'ont pas su anticiper ce vent de révolte. Sauront-ils en tirer les leçons ? Ou alors n'est-il pas déjà trop tard pour eux ? Si chaque pays représente un cas à part, il y a en tout cas toutes ces similitudes que nous venons de citer avec la corruption comme dénominateur commun et la longévité dans l'exercice du pouvoir, lorsque ce n'est pas tout simplement leur légitimité.

Ali Abdallah Salah, 69 ans, est au pouvoir (32 ans) depuis 1978 suite à des élections préfabriquées après un coup d'Etat militaire. Désormais, il jure que ni lui ni son fils ne se présenteront à l'élection présidentielle de 2013, fin de mandat de 7 ans de l'actuel président. Engagement pris devant le Parlement réuni en session extraordinaire. C'est d'ailleurs ce qui pousse vers la sortie Hosni Moubarak (82 ans) au pouvoir depuis 30 ans.

El Kaddafi n'est pas mieux loti. A 69 ans, il court sur 42 ans d'un pouvoir sans partage qu'il n'est pas près de lâcher sauf pour le compte de son rejeton Seïf El Islam, à l'exemple de la Syrie avec Béchir El Assad (46 ans) qui a succédé à son père en 2000. Ces vieux chefs d'Etat arabes n'ont plus qu'un seul souci, celui de garder le pouvoir au profit de leur propre famille, créant ainsi une sorte de république monarchique où le pouvoir se transmet par héritage !

En Algérie, si la candidature aux élections présidentielles (2014) de Saïd Bouteflika, frère du président (73 ans) n'était pas crédible, elle ne peut plus avoir cours sachant ces bouleversements. Mais si les Tunisiens ont réussi en très peu de temps à chasser Ben Ali en attendant le changement du régime, qu'en sera-t-il des autres pays à la lumière de cette expérience ? L'exemple de l'Égypte de Moubarak fait craindre le pire quant aux dérapages possibles dans la répression tous azimuts.

